

DEPARTEMENT DE L'AIN	COMMUNE DE  ST TRIVIER SUR MOIGNANS								
<b>DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL</b>  <b>Séance du jeudi 30 avril 2026</b>	<b>Numéro de l'acte :</b>  2026 / 34								
<b>Nombre de membres :</b>  <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="text-align: center; font-size: small;">Afférents au Conseil Municipal</th> <th style="text-align: center; font-size: small;">En exercice</th> <th style="text-align: center; font-size: small;">Présents</th> <th style="text-align: center; font-size: small;">Qui ont pris part à la délibération</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td style="text-align: center;">19</td> <td style="text-align: center;">19</td> <td style="text-align: center;">16</td> <td style="text-align: center;">19</td> </tr> </tbody> </table>	Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Présents	Qui ont pris part à la délibération	19	19	16	19	<b>Nature de l'acte :</b>  2.1. Urbanisme/Documents d'urbanisme
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Présents	Qui ont pris part à la délibération						
19	19	16	19						
	<b>Date de la convocation :</b>  24 avril 2026								
<p>L'an deux mille vingt-six, et le trente avril, à 19 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi, sous la Présidence de Madame Chrystèle CUENCA, Maire.</p>									
<p><b>Présents :</b> Mesdames CUENCA - LACOMERE - ROUX - MOUILLET - STREMSDOERFER - MUZEL - PENIN - Messieurs GIRARD - PHILIPPE - VALENTIN - MERCIER - SAINT-CYR - BLOQUET - GOY - COUTURIER - THOMAS.</p> <p><b>Absents ayant donné un pouvoir :</b>          Madame PIRON est représentée par Madame MOUILLET          Monsieur MARECHAL est représenté par Madame STREMSDOERFER          Madame LORIOLE est représentée par Monsieur COUTURIER</p> <p><b>Madame LACOMERE a été élue Secrétaire de séance.</b></p>									
<p><b>Objet :</b> Décision relative à la soumission à évaluation environnementale de la procédure de modification de droit commun n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et définition des modalités de concertation préalable</p>									

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 et L.153-41 du code de l'urbanisme relatifs à la procédure de modification de droit commun du PLU ;

VU les articles L.104-1 et L.104-3 du même code relatifs au champ d'application de l'évaluation environnementale ;

VU les articles L.103-2 à L.103-4 du même code relatifs aux obligations en matière de concertation des habitants, associations locales et autres personnes concernées par les procédures d'évolution des documents d'urbanisme locaux ;

VU les articles R.153-20 et R.153-21 du même code relatifs aux mesures de publicités et d'affichage ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'environnement ;

VU le plan local d'urbanisme approuvé le 24 novembre 2016 ;

VU l'arrêté de prescription de la procédure de modification de droit commun n°3 du plan local d'urbanisme en date du 24 janvier 2024 ;

Vu les dispositions de l'article R.104-12 du code de l'urbanisme précisant que la modification du Plan Local d'Urbanisme est soumise à évaluation environnementale s'il est établi, après examen au cas par cas, qu'elle est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/CE et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

VU l'avis de l'autorité environnementale en date du 5 août 2024 selon lequel, la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme est soumise à évaluation environnementale ;

Vu l'article R.104-36 du code de l'urbanisme ;

CONSIDERANT que le projet de modification de droit commun n°3 a pour objet :

- *Modification des pièces réglementaires afin d'instituer un STECAL spécialement adapté pour faciliter le projet ANOMIA ;*

CONSIDERANT que la procédure est soumise aux obligations en matière d'évaluation environnementale et à concertation préalable du public prévue par le code de l'urbanisme ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 19 voix pour ;

- **DECIDE** de soumettre à évaluation environnementale, telle que prévue par les articles L.104-1 à 8 et R.104-18 à 20 du code de l'urbanisme, la procédure de modification de droit commun n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Trivier-sur-Moignans,
- **DECIDE** de fixer les modalités de concertation du public prévue par les articles L.103-2 à L.103-4 du code de l'urbanisme, qui aura une durée d'un mois, soit du 4 mai 2026 au 4 juin 2026, concernant la modification n°2 du PLU de la façon suivante :
  - affichage en mairie de la présente délibération,
  - dossier disponible en mairie et sur le site internet de la commune [www.sainttriviersurmoignans.fr](http://www.sainttriviersurmoignans.fr),
  - mise à disposition du public en mairie, aux heures et jours habituels d'ouverture, d'un registre destiné à recueillir les observations et contributions de toute personne intéressée,
  - possibilité d'écrire au maire à l'adresse postale de la mairie (Madame la Maire - 1, place de l'hôtel de ville - 01990 SAINT-TRIVIER-SUR-MOIGNANS) et/ou par courriel à l'adresse suivante [secretariat@mairie-stm.fr](mailto:secretariat@mairie-stm.fr),

- A l'issue de cette concertation, Madame la Maire en présentera le bilan au Conseil Municipal qui en délibérera,
- Conformément aux articles R153-20 et R153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et mention de cet affichage sera effectuée dans un journal diffusé dans le département. Chacune de ces formalités de publicité mentionnera le ou les lieux où le dossier peut être consulté,
- **AUTORISE** Madame la Maire à accomplir et signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;
- **CHARGE** Madame la Maire de mettre en œuvre la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus,  
Au registre sont les signatures,  
Pour extrait certifié conforme,

La Maire,  
Chrystèle CUENCA



Secrétaire de séance,  
Patricia LACOMERE

Acte rendu exécutoire après :  
Publication ou notification

Le : 04/05/2026

Et dépôt en Préfecture

Le : 04/05/2026